

The logo for ParlAmericas Express features a stylized 'C' shape composed of four curved lines in blue, green, yellow, and red. To the right of this graphic, the text 'ParlAmericas' is written in a large, bold, white sans-serif font, with 'Express' in a smaller, bold, white sans-serif font below it, all set against a black background.

ParlAmericas Express



**Message de Jennifer Simons,
présidente du Groupe des
femmes parlementaires**
[Lire davantage](#)



**Message de Marcela Guerra,
membre su Conseil
d'administration**
[Lire davantage](#)



**Entrevue avec María Jeannette
Ruiz Delgado**
[Lire davantage](#)



**Entrevue avec Alisha Todd,
nouvelle directrice générale de
ParlAmericas**
[Lire davantage](#)



**Rapport sur l'atelier de la
surveillance budgétaire**
[Lire davantage](#)



**Au sujet de ParlAmericas :
Joignez-vous au Groupe des
femmes parlementaires**
[Lire davantage](#)

Articles complets

Message de Jennifer Simons, présidente du Groupe des femmes parlementaires

Jennifer Simons est la présidente de l'Assemblée nationale du Suriname et la présidente du Groupe des femmes parlementaires.

Au nom du Groupe des femmes parlementaires, j'ai le plaisir de vous informer que notre Rencontre annuelle aura lieu à Mexico, les 24 et 25 juin 2014, grâce au soutien du Sénat du Mexique.

Le thème de la Rencontre, *De l'égalité formelle à l'égalité substantielle*, occupe le centre de nos préoccupations à titre de législateurs (trices) prônant un programme législatif sensibilisé au genre dans nos pays.

L'égalité formelle constitue une question fondamentale dans les sociétés démocratiques. Ses principes ont été utilisés pour remédier à certaines des formes de discrimination les plus explicites contre les femmes. Pourtant, l'égalité formelle ne reconnaît pas la différence comme un inconvénient et elle peut être utilisée pour rejeter les effets négatifs des relations de pouvoir.

Parallèlement, l'égalité substantielle ou la véritable égalité des sexes garantit l'absence de discrimination dans l'application des lois et des politiques, de même que dans leurs résultats. Dans cette quête d'atteindre l'égalité substantielle, nous reconnaissons l'importance du contexte, y compris les inconvénients historiques et leurs effets néfastes sur les expériences des femmes dans nos divers pays.

Dans le cadre de notre Rencontre à Mexico, nous discuterons de la véritable égalité et des obstacles à surmonter pour l'atteindre. Nous échangerons des stratégies qui peuvent être adaptées à nos réalités afin d'obtenir des avantages concrets pour les femmes.

À la Rencontre de l'année dernière au Suriname, mon allocution de clôture était la suivante : « Les discussions sont importantes, mais quand nous revenons dans nos pays, nous devons traduire ces idées en plans d'action et mettre en œuvre les mesures qui s'imposent pour chacun de nos pays ». À cette fin, nous avons incorporé une séance de planification stratégique pour la Rencontre de cette année, séance qui nous permettra de définir nos priorités pour aller de l'avant en tant que groupe et les outils nécessaires pour y parvenir de façon coordonnée.

Je me réjouis à l'avance d'accueillir mes collègues des Amériques à la Rencontre de Mexico.

Message de Marcela Guerra, membre du Conseil d'administration

La sénatrice Marcela Guerra est membre du Conseil d'administration de ParlAmericas et elle est l'hôtesse de la prochaine Rencontre du Groupe des femmes parlementaires.

À titre de membre du Conseil d'administration, j'ai récemment eu l'occasion de représenter ParlAmericas dans le cadre d'une conférence intitulée « *Bonne gouvernance et justice environnementale : vers un programme de développement durable englobant pour les Amériques* ». Cet événement parallèle à la 44^e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) a eu lieu le 3 juin 2014, à Asuncion, au Paraguay.

La conférence tournait autour du suivi de la Déclaration de Saint-Domingue sur le développement durable des Amériques, signée en 2010, laquelle reconnaît la nécessité de travailler conjointement à l'échelle continentale

pour préserver la richesse et la diversité des écosystèmes américains, alors que des stratégies visant à promouvoir le développement durable et à éliminer la faim et la pauvreté sont en cours d'élaboration.

Lors de la séance à laquelle j'ai pris part et qui s'intitulait « *L'Égalité et une approche fondée sur les droits : la justice environnementale et la primauté du droit à titre de garantie au développement durable* », j'ai mis particulièrement l'accent sur la nécessité d'une approche équilibrée de la part des pays des Amériques pour inclure le développement durable dans leur programme législatif. J'ai illustré mes arguments au moyen des recommandations concernant le développement durable dont la version préliminaire a été rédigée durant la dernière Assemblée plénière de ParlAmericas; cette version a été présentée aux présidents de chaque chambre législative de l'hémisphère.

J'ai également mis en évidence notre obligation de travailler sur l'égalité des sexes – une des pierres angulaires de toute société durable – afin d'adopter non seulement des lois qui garantissent une égalité des sexes officielle, mais aussi de s'engager politiquement en vue de faire régner une véritable égalité des sexes pour laquelle nous luttons. Il s'agit là du thème central de la prochaine Rencontre du Groupe des femmes parlementaires (ville de Mexico, Mexique, 24-25 juin 2014), dont je serai l'hôtesse.

Durant ma présentation, j'ai examiné les systèmes de contingentement; il s'agit de la méthode la plus répandue pour s'assurer que les femmes ne sont pas laissées en marge de la vie politique ou qu'elles ne sont pas restreintes à assumer des rôles secondaires. J'ai présenté la situation actuelle de l'Amérique latine dans ce domaine en utilisant des données publiées par l'Union interparlementaire. J'ai fourni des données sur l'Argentine, le premier pays à incorporer ces politiques dans son système juridique, et ce, grâce à la Loi sur le quota de femmes de 1991; et j'ai parlé de la représentation visible des femmes que nous pouvons voir de nos jours à Cuba, en Équateur et au Costa Rica.

Ma participation à cet événement a été une expérience agréable, car j'ai eu le privilège d'entendre les opinions de collègues participants et d'avoir pu présenter le point de vue de ParlAmericas.

Je tiens particulièrement à remercier ParlAmericas de m'avoir invitée à y participer et d'avoir eu l'occasion de représenter l'organisation; je remercie aussi le ministère de la Justice, le gouvernement et les citoyens du Paraguay de leur excellent accueil et de leur hospitalité chaleureuse.

Dans un tout autre ordre d'idée, le moment n'aurait pu être mieux choisi, car les sujets dont il sera question à la prochaine Assemblée plénière de ParlAmericas (Santiago, Chili, 25-27 septembre 2014) comprendront le programme législatif post-2015 des Amériques, l'accès à l'information et l'économie d'échange numérique, de même que les soins de santé pour les femmes, tous des enjeux sur lesquels repose le développement durable de notre hémisphère.

Entrevue avec María Jeannette Ruiz Delgado

María Jeannette Ruiz Delgado a été membre du Conseil d'administration de ParlAmericas entre 2011 et 2014.

En raison de sa grande participation dans l'organisation, nous avons saisi l'occasion de l'interviewer au sujet de son engagement parmi nous.

Durant son mandat avec ParlAmericas, elle a été l'hôtesse de la 10^e Assemblée plénière de l'organisation et elle a assisté à de nombreuses réunions. À titre de membre du Conseil, elle est reconnue pour son esprit engagé et son leadership dans des discussions importantes reliées à la gouvernance de ParlAmericas, telles que l'ébauche des règlements qui sont entrés en vigueur en 2013.

Elle a été membre élue de la Chambre des Députés du Costa Rica entre 2010 et 2014. Son parti, *Acción Ciudadana*, constitue le principal parti de l'opposition, reconnu pour la promotion de la participation de citoyens engagés dans les prises de décisions politiques. À titre de législatrice, elle a été présidente de la Commission

permanente sur les relations internationales et le commerce extérieur, laquelle approuve les traités et les ententes et est responsable des relations entre le Parlement et le corps diplomatique au Costa Rica.

Ses principaux intérêts comprennent la gestion du budget national, la législation électorale, le système municipal du Costa Rica et la législation, le système de pensions et les politiques macroéconomiques nationales.

Comment votre participation à ParlAmericas a-t-elle eu des effets sur votre travail à titre de législatrice?

Mon expérience à ParlAmericas a enrichi mon travail de législatrice. Ce forum m'a permis de bien connaître les réalités d'autres pays grâce à des échanges avec leurs représentants.

Comment envisagez-vous le rôle de l'organisation sur la scène internationale pendant les cinq prochaines années?

Dans les prochaines années, ParlAmericas doit promouvoir la sensibilisation à la réalité des pays des Amériques afin d'améliorer les lois.

Pouvez-vous partager avec nos lecteurs une situation particulièrement mémorable que vous avez vécue à ParlAmericas?

Ma meilleure expérience avec ParlAmericas a été le forum au sujet des impacts de la crise économique mondiale; mon apprentissage dans le cadre de cet événement est devenu très utile lorsque j'ai représenté mon pays dans d'autres organisations internationales.

Entrevue avec Alisha Todd, nouvelle directrice générale de ParlAmericas

Alisha Todd, directrice générale de ParlAmericas, médite sur sa vision et l'avenir de l'organisation.

À titre de nouvelle directrice générale de ParlAmericas, quelle est votre vision?

J'envisage de faire participer davantage les membres de ParlAmericas à faire vibrer l'organisation et à la rendre plus dynamique et d'établir un réseau durable en élaborant des programmes pratiques, applicables sur le terrain, qui profitent aux législateurs et aux législatures des Amériques. Ensemble, nous mettrons à profit les réalisations remarquables de ParlAmericas depuis les 13 dernières années en favorisant un plus grand dialogue, une collaboration et une interrelation des organes législatifs partout dans les Amériques.

ParlAmericas a encouragé une compréhension plus profonde des questions politiques, économiques et sociales qui affectent notre hémisphère commune. Cette démarche a permis aux parlementaires de mieux servir les intérêts communs et les aspirations de nos populations.

Qu'est-ce qui vous a attirée à ParlAmericas?

J'ai été attirée à ParlAmericas par ses réalisations et par ce que l'organisation peut encore faire. Nos parlements membres –l'organe législatif du gouvernement– sont des institutions déterminantes quand les gouvernements doivent tenir compte de la volonté populaire dans l'élaboration des lois qui régissent nos pays. Puisque les défis liés aux politiques auxquels nous sommes confrontés sont de plus en plus reliés entre eux, il est important que les outils, les connaissances et les expériences que nos institutions législatives ont à leur disposition suivent le rythme. C'est là le point fort de ParlAmericas depuis son lancement en 2001.

ParlAmericas offre un forum unique visant à promouvoir les échanges d'expériences entre pairs à titre d'égaux. Ce forum a fourni une plate-forme aux législateurs de toute la région et provenant d'un vaste éventail politique en vue d'atteindre des compromis et d'élaborer des solutions conjointes qui abordent les défis courants de l'hémisphère. Il sert également d'endroit pour renforcer les capacités de nos politiciens, puisqu'ils

prennent part à des enjeux variés et complexes auxquels sont confrontés les pays des Amériques, qu'ils soient économiques, sociaux ou environnementaux.

À quoi pouvons-nous nous attendre de ParlAmericas dans l'année à venir?

Mon objectif consiste à renforcer davantage la participation de ParlAmericas dans le programme interaméricain grâce à de nouveaux partenariats et de nouveaux programmes pratiques, lesquels aideront les législateurs à mener à bien leurs responsabilités à titre de représentants élus et de législateurs. Nous travaillons avec nos membres et nos donateurs pour déterminer et élaborer des projets qui fourniront les compétences aux législateurs afin qu'ils puissent mieux répondre aux besoins de leurs électeurs de manière éclairée, inclusive et transparente. Il y a également d'excellentes possibilités d'entretenir une plus grande collaboration entre ParlAmericas et les intervenants locaux, régionaux et internationaux qui se consacrent à la promotion des valeurs et des principes stipulés dans la Charte démocratique interaméricaine.

Rapport sur l'atelier de la surveillance budgétaire

Le rapport sur l'atelier du Renforcement de la surveillance budgétaire parlementaire (Caraïbes) - Phase 2 est disponible sur le site Web de ParlAmericas.

Cet atelier, tenu en février, portait sur les défis et les pratiques exemplaires concernant les Comités des comptes publics (CCP), la collaboration entre les parlements et les Institutions supérieures de contrôle (ISC) et les résultats de vérification clés, tels que les états financiers et les vérifications de rendement.

Plus de 25 parlementaires et six vérificateurs généraux des Caraïbes ont participé aux discussions, lesquelles abordaient également des questions reliées à des législatures de petite et de grande envergure.

Le rapport comprend des résumés sur les points présentés par le modérateur de l'atelier et les discussions que chaque groupe de travail a échangées; il comporte également un examen des recommandations de la première phase de l'atelier tenu en janvier 2012, lequel a conduit à la publication du document intitulé *Renforcement de la surveillance parlementaire dans les Caraïbes : un guide pour l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives dans la région* (en anglais).

Les paragraphes suivants portent sur les questions clés exposées par les participants de l'atelier de cette année, lesquelles doivent être examinées et utilisées pour mettre à jour les anciennes recommandations :

- *Dans les parlements de petite envergure, l'inclusion de sénateurs indépendants dans les CCP doit être examinée.*
- *Il conviendrait d'examiner plus en détail la possibilité de former un organisme de surveillance régional, maintenu par un organisme parlementaire régional existant, tel que l'OECD. Il faudra faire l'ébauche du mandat et établir les liens entre l'organisme de surveillance régional et les CCP du niveau national. Il faudra également mettre au point un soutien politique.*
- *Des ressources doivent être allouées en vue de travailler avec des gouvernements nationaux pour assurer la production d'états financiers en temps opportun.*
- *ParlAmericas doit faire participer le groupe consultatif établi dans le cadre de l'atelier de 2014 pour coordonner la communication entre les parlementaires et les donateurs, et ce, afin de retransmettre les priorités figurant ci-dessus et de mettre l'accent sur le besoin d'obtenir des fonds pour appuyer la collaboration entre les CCP et les CCP-ISC.*
- *Les rétroactions des participants à l'atelier indiquaient le désir de participer à des formations plus pratiques sur la surveillance budgétaire destinées aux parlementaires. Ces formations doivent aider les participants à comprendre les états financiers et les rapports de vérification sur le rendement, de même que les techniques de remise en question efficaces pour obtenir des clarifications sur ces rapports.*

[Lire le rapport complet sur l'atelier de la surveillance budgétaire](#) (en anglais).

LIEU : port d'Espagne, Trinité-et-Tobago

DATE : 5 et 6 février 2014

Au sujet de ParlAmericas : Joignez-vous au Groupe des femmes parlementaires

Les règles de gouvernance de ParlAmericas ont été rédigées et approuvées par le Conseil d'administration dans le cadre de la 31^e Réunion du Conseil à Paramaribo, au Suriname, le 15 mai 2013.

Selon ces règlements, le Groupe des femmes parlementaires est gouverné par un Comité exécutif composé d'un président(te) (qui siège également à titre de 2^e vice-président(te) au Conseil d'administration de ParlAmericas), d'un vice-président(te) et d'un(e) secrétaire.

Le président(te) du Groupe est élu(e) par les délégués des parlements membres qui assistent à l'Assemblée plénière pour un mandat de deux ans avec possibilité d'un renouvellement. Les postes de vice-président(e) et de secrétaire sont comblés par élection pour un mandat de deux ans respectivement avec possibilité d'un renouvellement, et ce, dans le cadre de la Rencontre annuelle du Groupe, tenue conjointement avec l'Assemblée plénière.

La présidente actuelle du Groupe est la présidente de l'Assemblée nationale du Suriname, D^{re} Jennifer Simons. La vice-présidente actuelle est madame Martha González Dávila, membre de l'Assemblée nationale du Nicaragua. Le poste de secrétaire est ouvert aux élections durant la prochaine Assemblée plénière. Nous invitons tous les parlementaires intéressés à se présenter à ce poste à assister à la 11^e Assemblée plénière de ParlAmericas au Chili, en septembre prochain.

On garde contact!

Compte tenu de la nouvelle législation canadienne sur les communications électroniques, le personnel du Secrétariat international de ParlAmericas a commencé à examiner nos listes de diffusion. Si ce n'est pas encore fait, veuillez confirmer votre désir de recevoir ce bulletin et d'autres courriels occasionnels, tels que des invitations à des événements et des publications.